

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Chatelus, Michel, *Stratégies pour le Moyen-Orient*, Collection « Perspectives de l'économie », Paris, Calmann-Lévy, 1974, 304 p.

par Bahgat Korany

Études internationales, vol. 7, n° 4, 1976, p. 625-627.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700733ar>

DOI: 10.7202/700733ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

mais l'ouvrage aurait gagné si l'auteur avait essayé d'intégrer les groupes de pression ou acteurs sociaux soviétiques dans son analyse et si elle s'était adressée aux questions aussi actuelles que le rapport existant entre la politique soviétique au Moyen-Orient et l'émigration juive russe vers Israël, ou le rapport entre Islam en Union soviétique et relations avec les pays islamiques. Sur un plan global, l'auteur réussit de façon magistrale à situer la politique moyen-orientale de l'URSS vis-à-vis sa politique envers les États-Unis ; son explication de l'alerte nucléaire américaine en 1973 comme une « voie de sortie » pour les Soviétiques est particulièrement convaincante. Malheureusement, l'auteur n'applique pas les mêmes soins à l'analyse de la concurrence sino-soviétique au Moyen-Orient, sujet dont elle reconnaît l'importance mais qu'elle ne semble pas vouloir traiter sérieusement dans cette étude.

Le dernier chapitre est intitulé « deux objectifs pour le futur : consolider et déstabiliser ». Ces objectifs sont également ceux du passé mais cela ne signifie pas pour autant que la politique de l'avenir ressemblera à celle du passé. M^{me} Carrère d'Encausse a raison de rappeler au lecteur que si le grand dessein khrouchtchevien liant politique et idéologie a cédé au pragmatisme étatique actuel, cela ne signifie pas qu'un retournement vers le volet non étatique de la politique soviétique soit exclu. Le flottement constant provoqué par la double nature de l'URSS et la relation subtile entre théorie et pratique constituent une des difficultés majeures dans l'étude de la politique extérieure soviétique. Dans cet ouvrage, M^{me} Carrère d'Encausse a réussi admirablement à surmonter cette difficulté.

André LIEBICH

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal

CHATELUS, Michel, *Stratégies pour le Moyen-Orient*, Collection « Perspectives de l'économie », Paris, Calmann-Lévy, 1974, 304p.

« Est-il nécessaire de justifier une étude portant sur le Moyen-Orient arabe ? On peut être certain que le sujet, au premier plan de l'actualité depuis plusieurs années, y restera longtemps encore » (p. 7). C'est en ces termes que l'auteur a justifié la raison d'être de son analyse, et personne ne peut lui donner tort. De là la discussion se concentre sur la délimitation du champ de l'analyse et la définition de la problématique spécifique.

Le champ d'analyse comprend les douze pays arabes, et se concentre sur le croissant fertile et la péninsule arabique, soit Arabie saoudite, Bahrain, Fédération des émirats arabes, Jordanie, Kuwait, Liban, Moscate-Oman, Qatar, Syrie et les deux Yemens. Ces deux derniers pays contrastent avec le reste des pays du Golfe qui, eux, se caractérisent par un gros revenu pétrolier et une faible population. Ainsi Abū Dhābi reçoit 6 milliards de dollars pour ses 50 000 personnes, et cinq pays de la région ont vu leurs revenus augmenter de 6 milliards de dollars en 1972 à plus de 40 milliards de dollars en 1974.

Ces caractéristiques du sous-système arabe imposent la problématique de recherche : « la stratégie de récupération dont l'un des objectifs sera l'orientation de ces énormes flux financiers dans un sens conforme à l'intérêt du système mondial capitaliste et de ses éléments dominants » (p. 9). Liée à cette problématique principale est une question également importante : « les pays non producteurs, les masses de la région, vont-ils seulement recevoir des miettes ou bien pourront-ils être parties prenantes, acteurs d'un changement majeur, d'un effort général et coordonné de développement » (pp. 9-10). Par le truchement de ce focus d'analyse, l'au-

teur – un économiste – traite son domaine de spécialisation tout en évitant la réduction de tout le phénomène social à son aspect économique (« l'économisme » que Samir Amin a critiqué). Par conséquent l'accent est mis sur la région comme un ensemble, et on souligne les facteurs de coopération/intégration aussi bien que de conflit/hétérogénéité.

L'analyse détaillée est consommée dans onze chapitres regroupés en trois parties. La première partie adopte une approche interdisciplinaire et se concentre sur les facteurs du « blocage » de la région. Selon la logique du paradigme centre-périphérie, ce blocage vient essentiellement de l'extraversion de la région vers le centre capitaliste, et ainsi sa domination par ce dernier. Quelques tableaux révélateurs et une masse de statistiques éloquentes viennent à l'appui de cette hypothèse de base. Par exemple, les exportations de pétrole représentent plus de 95% des exportations totales des trois grands producteurs. Cette extraversion vers le centre dominant contraste avec le commerce intra-régional qui a représenté (sans les Émirats ni Oman) 12,2% des importations et 7,3% des exportations de la région en 1970. En plus, une autre forme de domination sera introduite par le truchement d'un « capitalisme moderne... extérieur 'apposé à la région' : le développement du 'mouvement sioniste' » (p. 39). Quel est le lien initial entre, d'une part, le sionisme et, d'autre part, la domination par le centre ? « Le sionisme », affirme Chatelus, « peut être considéré comme une expression particulièrement significative de la manière dont les impérialismes occidentaux traiteront du Moyen-Orient comme si les populations autochtones n'existaient pas, ou étaient seulement des pions à utiliser ». Et comment opérationnaliser le *linkage* Israël/sous-développement arabe ? Il est apparent, affirme l'auteur, que « l'existence d'Israël a polarisé les énergies et entraîné des gaspillages en dépenses d'armement qui ont freiné le développement économique et orienté de manière souvent inefficace ce

développement. En même temps, elle a fourni un alibi commode pour justifier les insuffisances et les échecs des gouvernements arabes » (p. 39).

La deuxième partie se consacre aux modalités possibles du développement. L'auteur envisage trois scénarios : la croissance par prolongement de la situation actuelle, le développement régional dans la logique de l'économie mondiale capitaliste, et troisièmement, un développement révolutionnaire à l'échelle régionale. Tout en favorisant le troisième scénario, chaque partie commence par des hypothèses explicites et contient une discussion de l'actif et du positif du scénario envisagé.

Mais puisque le sous-système moyen-oriental constitue un centre privilégié de la géopolitique mondiale, la troisième partie situe la région dans le système global. De cette façon, l'auteur réussit à spécifier l'interaction entre « la situation régionale » et « l'équilibre politique et économique mondial ». C'est ainsi que M. Chatelus traite de la stratégie dominante des États-Unis, de « l'idéologie et la politique de grande puissance » de l'URSS, du comportement du partenaire (ou éventuellement « l'allié hors-jeu ») européen, et de l'apolitisme dynamique du Japon en passant par la grande stratégie égyptienne, aussi de la politique d'un grand régional : l'Iran. On se demande : Quelles sont la perception et le rôle de la Chine dans tout cela, et pourquoi ce pays n'y figure pas ?

Ce qui frappe le lecteur dans cet ouvrage c'est la capacité de cet auteur (un économiste) de chercher le complexe cause/effet dans tout le domaine social, passant avec aisance de l'économie au politique et du sociologique au psychologique collectif. C'est ainsi que nous avons quelques analyses très fonctionnelles sur les diversités ethniques (pp. 44-46), les communautés religieuses et les clivages confessionnels (pp. 46-50), une anatomie de la société traditionnelle, soit bedouine ou paysanne... De

plus, cette analyse interdisciplinaire s'appuie sur des données précises incorporées dans les quinze tableaux du texte ou les quatre annexes à la fin du livre. Bien que l'ouvrage soit bourré de chiffres, l'auteur emploie ses statistiques avec intelligence et nous avertit contre les dangers éventuels de la quantification superficielle : « Dans une région très largement désertique, les moyennes n'ont guère de sens si on ne les rapporte pas à la surface utile, en particulier la *surface cultivée de façon permanente* » (p. 60).

Certes c'est un exploit de traiter d'un sujet si vaste en limitant le tout à 300 pages. C'est peut-être à cause de cela que certaines parties sont trop générales ou même superficielles (p. 72) et quelques affirmations ne s'appuient pas sur l'analyse caractérisant l'auteur (par exemple, pp. 73 et 81). En plus, la troisième partie serait plus approfondie et plus utile pour le lecteur si l'auteur avait traité des enjeux politico-économiques des différentes puissances dans une perspective comparative. Tout cela, pourtant, ne doit pas diminuer la grande valeur et la contribution précieuse d'un ouvrage si réfléchi et si bien documenté.

Bahgat KORANY

*Département de science politique,
Université de Montréal*

CSATÀRI, Daniel, *Dans la tourmente. Les relations hungaro-roumaines de 1940-1945*, Akadémia Kiadó, Budapest, 418p.

L'auteur de cet ouvrage, D. Csàtari, apporte une contribution à la réévaluation historique des relations hungaro-roumaines depuis les années 1950. Après la Deuxième Guerre mondiale, I. Z. Tòth relance la recherche dans ce domaine. Dans leurs livres et articles respectifs, les auteurs soulignent que tout au long du XIX^e siècle,

les meilleurs politiciens, penseurs hongrois et roumains luttèrent pour la coexistence fraternelle des deux nations. À cet égard, I. Z. Tòth publia dans la décennie cinquante un livre sur N. Balescu, qui, pendant la révolution de 1848-1849, favorisa avec les hommes d'État et chefs militaires hongrois et polonais la transformation fédérale de la monarchie des Habsbourg. D. Csàtari publia pour sa part des articles sur un autre penseur roumain, Eftimiu Murgu qui, à la même époque, milita pour l'union hungaro-roumaine. Le livre de D. Csàtari, paru en 1958 en hongrois, constitue également un apport considérable à la réévaluation de ces relations.

Il nous semble qu'il est utile d'évoquer sommairement ces remarques préliminaires pour le lecteur non averti car le problème principal des relations hungaro-roumaines au XIX^e et au XX^e siècle reste le suivant : comment assurer aux minorités roumaines, et après 1919 à la minorité hongroise de Transylvanie, un *modus vivendi* garantissant leur développement libre au sein d'un État étranger. La dégradation des relations hungaro-roumaines ou leur développement dépendait des solutions apportées du manque de réponse à ce problème majeur.

Il convient de souligner que l'œuvre de Csàtari concernant la période de 1940 à 1945 comble une lacune car avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale l'activité politico-culturelle de la minorité hongroise en Roumanie est considérable pour le rapprochement entre les deux États. Cependant, dans la préface de son livre, Csàtari souligne que dans l'analyse des relations en question, il s'efforce « de partir » des points de vue du parti communiste. Il faut mentionner ici l'écart qui existe entre la théorie et la pratique des partis communistes au sujet des problèmes des minorités. La récente querelle qui oppose le parti communiste roumain au parti de l'URSS au sujet de la minorité roumaine de Moldavie illustre de façon flagrante le conflit entre la théorie et la pratique. C'est